



<https://vimeo.com/194059265>

Améliorer la qualité de vie des populations africaines



Yanick Frutueux Cadnel Folly,
Bénin

Concours photo de la Semaine de l'évaluation – Deuxième prix

Un jeune homme avec une lampe torche en main et un sac de charbon sur la tête se tient debout au milieu des rails, dans la commune d'Allada, au Bénin. Quelles sont les meilleures sources d'énergie pour éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie? Et comment pouvons-nous industrialiser l'Afrique pour améliorer les conditions de vie de millions de jeunes hommes comme celui sur la photo?



Antonin Dossou, Directeur à la BCEAO
(ancien ministre du Bénin)

«Comment venir à bout des fléaux comme l’ethnocentrisme, la mauvaise gouvernance, la propension à choisir le court terme et le gain facile? En d’autres termes, comment bâtir une société fondée sur des valeurs?»

Malgré ses forces, son potentiel et quelques progrès accomplis, l’Afrique est globalement à la traîne en matière de développement. L’agenda 2063 de l’Union africaine pour le développement de l’Afrique entend combler ce retard en construisant «une Afrique intégrée, prospère et pacifique, dirigée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale.»

Nous devons faire plus et mieux pour réussir le développement économique et social de l’Afrique, étant donné qu’on ne peut bâtir la prospérité sans efforts, sans la persévérance, et sans l’esprit collectif.

À cet égard, le principal défi à relever pour réussir la mise en œuvre du «Top 5» de la BAD, en plus de la qualité de la conception des programmes et projets, est principalement de nature politique et sociologique.

Comment venir à bout des fléaux comme l’ethnocentrisme, la mauvaise gouvernance, la propension à choisir le court terme et le gain facile? En d’autres termes, comment bâtir une société fondée sur des valeurs? J’estime que la BAD peut apporter sa contribution à la résolution de tous ces problèmes. ■



Charles Boamah, Vice-Président Finances, BAD

«Plus de 48 % des jeunes Africains sont au chômage, sous – employés ou inactifs. Ces millions de jeunes sont une source d’ingéniosité et des moteurs de productivité qui, s’ils sont bien encadrés, peuvent ouvrir une nouvelle ère de prospérité.»

L’Afrique est le continent le plus jeune au monde avec, selon les estimations, 60 % de sa population âgée entre 15 et 24 ans. Plus de 48 % des jeunes Africains sont au chômage, sous-employés ou inactifs. Ces millions de jeunes sont une source d’ingéniosité et des moteurs de productivité qui, s’ils sont bien encadrés, peuvent ouvrir une nouvelle ère de prospérité. L’alternative c’est la perspective d’une génération fragile et frustrée. Nous ne pouvons laisser se produire pareille situation. Nous ne pouvons laisser passer cette occasion.

Dans ce contexte, la Banque mettra un accent particulier sur l’éducation, tout en poursuivant son appui à l’accès à l’eau, à l’assainissement et aux services de santé. Dans le secteur de l’éducation, beaucoup a déjà été fait – le nombre d’enfants non scolarisés en âge de fréquenter le primaire a baissé de 26 %. En outre, le taux brut de scolarisation dans le secondaire et le supérieur a augmenté de plus de 40 % et 50 %, respectivement. Toutefois, les investissements dans le secteur de l’éducation restent insuffisants. Les salles de classe restent surchargées par rapport aux moyennes mondiales, et certaines écoles

adoptent le système de la « mi-temps » pour donner à tous les enfants une chance de s’instruire. L’UNESCO souligne que sept pays africains sur dix connaissent une pénurie d’enseignants qualifiés. Il ressort de nos évaluations que de nombreuses écoles en zones rurales manquent les installations essentielles, y compris les laboratoires de TIC et des laboratoires de sciences, ce qui défavorise fortement les élèves. Après obtention des diplômes, la majorité des élèves entrent dans l’économie informelle caractérisée par l’instabilité, les faibles salaires et les faibles niveaux de protection sociale. Certes, les jeunes n’ont jamais été autant instruits, mais leurs chances de trouver un emploi rémunéré n’ont pas augmenté. À l’avenir, la Banque mettra l’accent sur les programmes éducatifs et de formation professionnelle dans le cadre de l’ « Initiative pour l’emploi des jeunes en Afrique ». Dans le cadre de cette stratégie, la Banque s’efforcera à créer des emplois à travers la promotion du secteur agricole. Nous allons créer des zones de développement des compétences pour établir un lien entre les grappes indus-

rielles et les jeunes diplômés qui seront par ailleurs soutenus par des pépinières d'entreprises et des facilités de financement. Enfin, nous comptons nouer des partenariats avec

les gouvernements et le secteur privé afin de promouvoir l'accès à une formation professionnelle et technique de qualité ■



«Un exemple d'intervention à effet rapide susceptible d'améliorer la qualité de vie des citoyens, c'est le projet de traitement des déchets plastiques au Burkina Faso»

Batio Bassière, Ministre de l'environnement, Burkina Faso

Nous devons mettre l'accent sur la gouvernance environnementale urbaine et locale, et surtout, sur l'éducation au développement durable. Des mesures fortes doivent être prises en ce qui concerne les plans d'occupation des sols, la promotion de villes durables et un transfert effectif des compétences et des ressources aux communautés locales.

Un exemple d'intervention à effet rapide susceptible d'améliorer la qualité de vie des citoyens, c'est le projet de traitement des déchets plastiques au Burkina Faso, projet dans lequel les communautés et le secteur privé recyclent des déchets, avec à la clé des emplois créés et un environnement plus propre. ■





«Pourquoi les ressources consacrées aux initiatives de développement en Afrique ne transforment que peu ou pas positivement la vie des bénéficiaires?»

Pindai M. Sithole, Directeur, Recherche et évaluation sociale,
Centre pour le développement et la recherche dans l'évaluation (CeDRE Afrique)

Suivi-évaluation axé sur les résultats: chaînon manquant dans l'accélération de la transformation

Pourquoi les ressources consacrées aux initiatives de développement en Afrique ne transforment que peu ou pas positivement la vie des bénéficiaires? Pourquoi, malgré les ressources naturelles de l'Afrique, sommes-nous toujours pauvres? Mettre le suivi-évaluation axé sur les résultats au centre de tout programme de transformation est probablement le chaînon manquant susceptible d'aider les pays à tirer davantage parti des activités de développement.

Qu'est-ce que le suivi-évaluation axé sur les résultats?

Le suivi-évaluation axé sur les résultats considère que toute action de développement doit induire un changement/transformation positif (positive) dans la vie des gens et nécessite des indicateurs quantitatifs et qualitatifs clairement définis en ce qui concerne les niveaux des résultats, des réalisations et des impacts. Le suivi-évaluation axé sur les résultats a pour objectif d'induire une transformation et commence par une

théorie du changement qui soutient que les efforts humains et les ressources doivent être utilisés pour apporter un changement positif dans la vie des personnes ciblées.

Il s'agit à la fois d'un concept et d'une pratique dont le but d'assurer que le suivi ou le monitoring de la mise en œuvre des projets et programmes est systématique et logique. Il doit être planifié et budgétisé convenablement, et utiliser une méthodologie, ainsi que des outils de collecte de données contextualisés et dans une langue pertinente, et l'établissement des rapports doit être axée sur la question de savoir si le changement positif envisagé s'est produit, malgré les problèmes et besoins de départ, et couvrir les activités, les extraits, les réalisations et les impacts.

À la différence de la mentalité classique basée sur les ressources (axée sur les intrants) qui d'après les preuves freine la tendance à induire le changement, le suivi-évaluation axé sur les résultats qui est un objectif clairement exprimé à partir duquel on travaille en sens inverse pour mobiliser les ressources nécessaires à sa réalisation.

Les écueils inhérents à la conception des interventions de développement

Les symptômes et les causes profondes sont souvent confondus dans l'évaluation des besoins, il s'agit d'un écueil majeur qui réduit les chances de changer la vie des bénéficiaires. Comprendre un besoin et l'énoncer clairement sont des préalables à toute action de développement qui se donne comme objectif de transformer la vie des bénéficiaires. Pour illustrer mon propos, je vais évoquer le risque de confondre les symptômes et les véritables besoins en m'appuyant sur un exemple tiré de mon expérience personnelle.

Entre février 2007 et octobre 2011, j'ai souffert de céphalées et d'une fatigue persistante, de l'hypotension artérielle et d'une perte graduelle de la vue. Malgré les soins prodigués par plusieurs médecins et opticiens, les conseils de la famille, d'amis et de collègues, et sept différentes paires de lunettes usées, mon état de santé se détériorait rapidement. En octobre 2011, je suis allé en consultation chez le Dr Nhando dont je venais juste de faire la connaissance à qui j'ai demandé de me prescrire des gouttes ophtalmiques. Il a demandé pourquoi je voulais ce médicament. Je lui ai expliqué dans le détail l'évolution de ma santé pendant les cinq années écoulées, et il a trouvé quelque chose d'anormal dans cette évolution. Il m'a référé chez le Dr. Dennis Shibanda qui m'a soumis à une batterie d'examen et prescrit une IRM. L'IRM a révélé une grosseur qui poussait vers mon cerveau et obscurcissait ma vue. Trois semaines plus tard, j'ai subi une opération pour extraire la grosseur. Les céphalées persistantes, la fatigue ou l'hypotension ont cessé. J'ai recouvré la vue.

Mon histoire constitue la preuve irréfutable que les soins que je recevais ciblaient les symptômes et non le mal lui-même, et

ne donnaient donc pas de résultats concluants. Les symptômes négatifs sont le signe que quelque chose ne va pas, mais ils sont un moyen et non une fin en soi. Cela prouve aussi qu'une transformation rapide et durable est possible si l'énergie et les ressources sont orientées vers les besoins réels.

Spécifier la transformation voulue

Si les concepteurs des initiatives de développement ne sont pas précis dans le changement qu'ils entendent apporter dans la vie des gens, cela augmente le risque de ne pas obtenir un changement substantiel. Les interventions de développement peuvent avoir des effets désastreux sur la vie des gens si les changements voulus ne sont pas suffisamment précisés dès la conception.

Souvent, les concepteurs de programmes ne sont pas suffisamment précis dans l'énoncé de la transformation voulue parce qu'ils ont une connaissance limitée des objectifs du suivi-évaluation axé sur les résultats dans le domaine du développement, ou utilisent une approche descendante qui ne cherche pas à connaître les problèmes et besoins du groupe cible. Ils peuvent avoir une connaissance limitée de la langue locale et de la dynamique culturelle de la société dans laquelle l'intervention est mise en œuvre, redouter la transparence, ou exprimer la transformation recherchée en des termes ambigus et présenter une série d'excuses expliquant pourquoi les changements recherchés n'ont pas été obtenus.

Impliquer les bénéficiaires

Toute personne impliquée dans une initiative de développement doit posséder les compétences requises et avoir un sens élevé de l'urgence pour contribuer à une réponse synergique, coordonnée destinée à changer la vie des gens. Cette théorie fait écho à la sagesse africaine ou à une philosophie morale de la synergie qui affirme qu'«[i]

«Il faut tout un village pour élever un enfant».

À tous les niveaux, les parties prenantes à un projet/programme – du bailleur de fonds aux intervenants techniques, en passant par les partenaires d'exécution – doivent être imprégnés et posséder les compétences requises pour le concept et

la pratique du suivi-évaluation axé sur les résultats, et en faire un principe fondamental durant tout le cycle de projet. Surtout, les populations dont l'intervention entend changer la vie doivent être impliquées. ■

Utilisation des smartphones pour faire participer les citoyens au suivi de la mise en œuvre des politiques publiques



«Les communautés africaines peuvent s'aider elles-mêmes en s'impliquant dans les programmes qui utilisent les smartphones dans la collecte des données pour évaluer les projets.»

Miltiade Tchifou Dieffi, Association camerounaise pour le développement de l'évaluation

L'utilisation des smartphones pour le bien-être des populations participe d'une évaluation axée sur les populations par opposition à une évaluation technocratique des politiques publiques. Les programmes doivent avant tout encourager les communautés à participer à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. L'un des principaux défis dans ce contexte concerne la formation des populations à la fois à la manipulation des indicateurs de mesure

et à l'utilisation des smartphones pour la collecte de ces indicateurs.

Le projet Reducing the Mortality and Morbidity of Cholera in Cameroon (REMMOC) [Réduction de la mortalité et de la morbidité dues au choléra au Cameroun] en est une parfaite illustration. Il a pour objectif d'identifier les sources potentielles de choléra en vue de mener des actions préventives à travers le suivi des points d'eau dans la ville de Douala et dans l'Extrême-nord du Cameroun. Trente

enquêteurs issus de ces zones ont été formés à l'identification et à la caractérisation des points d'eau, ainsi qu'à l'utilisation de smartphones pour le rapportage. Plus de 1500 points d'eau ont été identifiés et évalués en trois mois (août–octobre 2016).

L'utilisation de smartphones a permis de réduire considérablement la marge d'erreur dans la collecte de données parce que les données analysées sont celles qui sont directement saisies par l'enquêteur.

Les données collectées sont géolocalisées et facilement vérifiées sur le terrain. Le temps de traitement des données issues des enquêtes est nettement réduit. Ces facteurs combinés font de la collecte de données à l'aide de smartphones une méthode économique et efficace de collecte de données pour améliorer la qualité de vie des Africains vivant dans les régions les plus reculées. ■



Café Connaissances

Comment les évaluations peuvent-elles contribuer à l'amélioration de la qualité de vie des Africains?

Les participants ont insisté sur l'approche participative de l'évaluation de l'amélioration de la qualité de vie des populations. Ils ont été unanimes sur le fait que les processus actuels d'évaluation ne sont pas suffisamment communicatifs ou participatifs. Pour obtenir les indicateurs de référence, il est important que les bénéficiaires soient impliqués dans les interventions dès le début. Pour obtenir de bons résultats, les populations doivent être impliquées dans les phases de conception et de mise en œuvre des évaluations afin de garantir qu'elles s'approprient aussi les résultats des évaluations. Les participants ont aussi relevé que la non implication des bénéficiaires dans la conception des projets peut aussi créer un manque d'intérêt pour les leçons tirées des évaluations, compromettant ainsi la durabilité des programmes.

Afin de garantir cette participation, un conteur ou des personnes clés issus de la communauté (par exemple, le chef traditionnel) doivent être impliqués dans le processus. Les populations doivent être la principale cible des évaluations

qui doivent tenir compte du contexte ou de la culture locale. Les participants ont mis l'accent sur la nécessité de communiquer les résultats des évaluations à travers divers canaux ou en langues locales.

La volonté politique d'appliquer les recommandations des évaluations est essentielle pour tout changement. L'utilisation productive des résultats est fonction de la mise en œuvre des recommandations faites dans les évaluations, alors que les décideurs craignent souvent le changement. Les participants ont relaté leurs expériences de la mauvaise utilisation des résultats et recommandations des évaluations. Les résultats des évaluations doivent être transparents et ne pas être utilisés à des fins de marketing ou de publicité. De même, les évaluations et les décisions en matière de développement doivent éviter toute influence de la politique sur les projets et programmes. Il faut faire des efforts pour renforcer les capacités et les systèmes statistiques nationaux. Les participants ont suggéré que des ressources soient allouées non seulement aux activités d'évaluation, mais aussi à la mise en œuvre des recommandations faites par ces évaluations. ■